

# TRAITÉ TRANSATLANTIQUE

(notes de Jérémie Cravatte pour la conférence de presse de [l'Alliance D19-20](#) du 18 décembre 2013 à Bruxelles)

## 1. Qu'est-ce que c'est ?

**Le PTCI (pour « Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement », ou TAFTA pour « Transatlantic Free Trade Agreement » en anglais) est un accord commercial bilatéral entre l'Europe et les États-Unis, négocié en ce moment en toute discrétion par la Commission Européenne<sup>1</sup> et prévu pour 2015.**

Le but de cet accord serait d'étendre la compétition économique, d'ouvrir encore plus les marchés. Afin de créer plus d'investissements, de croissance et d'emplois, bien sûr.

Ces négociations (dont le 3e round vient de s'ouvrir lundi à Washington) ne sont que le résultat d'un lobbying long de plusieurs années de la part des multinationales (pas des PME et PMI bien sûr, qui y emploient pourtant l'écrasante majorité des travailleurs). L'accord permettrait d'ailleurs plus facilement aux plus grosses entreprises d'absorber les petites.

Elles suivent la longue série d'ALE conclus au cours de l'histoire<sup>2</sup> mais, s'il est conclu, cet accord bilatéral de « libre-échange » serait le plus grand de l'histoire (représentant la moitié du PIB mondial et le tiers des échanges commerciaux).

## 2. Ce que cela signifierait

Une mise en concurrence des travailleurs ; l'ouverture à des produits et méthodes de production interdits ici jusqu'à maintenant ; une libéralisation accrue de ces économies avec l'augmentation du pouvoir des multinationales ; un possible déni des souverainetés nationales ; etc.

**Ce qu'ils veulent abolir avec ce « partenariat » ce ne sont pas tellement les tarifs douaniers, qui sont déjà très bas, mais tous les « obstacles non tarifaires » que constituent les réglementations et normes européennes** (en termes de standards sociaux et environnementaux), qui sont autant d'obstacles aux profits des multinationales.

Le but est donc d'américaniser l'Europe via une harmonisation par le bas. Pas le rêve américain, de toute façon périmé, mais le cauchemar des travailleurs tous secteurs confondus.

### **Concrètement ?**

Ces accords concernent tous les domaines de la vie : santé, travail, alimentation, etc.

Cela entraînerait l'ouverture de nos frontières à des produits qui ne respectent pas nos normes sanitaires et environnementales : les OGM (encadrés ou interdits en Europe et exploités à grande échelle au États-Unis), l'usage des pesticides, le bœuf aux hormones, les poulets traités au chlore. Cela pourrait également remettre en question l'interdiction du fracking de gaz de schiste, les normes financières, etc.

---

<sup>1</sup> Elle en a reçu le mandat par le Parlement en mai 2013.

<sup>2</sup> Un des exemples les plus récents est celui conclu entre les États-Unis et la Colombie en 2012. Un an après, les importations de produits agricoles en provenance des States ont augmenté de 70 % et le pays a vécu une mobilisation nationale d'une ampleur incroyable sous l'impulsion de la grève paysanne.

Par contre le brevetage des médicaments serait plus long et la propriété intellectuelle plus strictement défendue (dans l'intérêt des multinationales toujours).  
De même, un contrôle plus grand d'Internet, et des citoyens en général, pourrait avoir lieu.

Monsieur Barroso a expliqué à nos agriculteurs belges que cela auraient, au contraire, des bénéfices concrets et de donner l'exemple : l'exportation de fromages belges vers le Canada en échange d'importation de bœuf canadien. « Qu'on importe ou exporte des choses qui ne peuvent être produites ici ou là, d'accord, mais mettre en concurrence les producteurs de chaque côté de l'Atlantique au seul profit des multinationales ou pire, opposer producteurs de lait et producteurs de viande ici et là-bas, sans oublier, cerise sur le gâteau, le dommage collatéral de la pollution qui découle de tout ces transports, n'est pas notre projet de société » (MIG).

En effet, cet accord entraînerait une mise en concurrence des travailleurs européens et américains et, ainsi, une revue à la baisse des conditions de travail, des salaires, etc.

Enfin, le but est aussi de commencer à commercialiser, et donc privatiser, la santé, l'eau, l'éducation, les services et entreprises publics en général ainsi que la sécurité sociale.

En deux mots, plus de libéralisme, plus de ce système qui nous a amené à la crise sous toutes ses facettes.

### **Le supermarché pour les capitalistes et leurs multinationales.**

D'ailleurs, last but not least, le mandat de négociation prévoit un mécanisme particulièrement menaçant pour la démocratie, dit "de règlement des différends", que pourraient utiliser les transnationales pour attaquer les États (en dehors des législations nationales) dont les normes sanitaires, écologiques ou sociales, ou toute autre réglementation, apparaîtraient comme des entraves à leurs investissements.

## **3. Conclusion**

**Il faut se rendre compte qu'il ne s'agit que d'un outil de plus** pour exploiter au maximum les populations et leur environnement au bénéfice de quelques entreprises multinationales (on l'a vu avec les autres accords de libre-échange dans le monde). Des acronymes, ils nous en ont servi beaucoup et nous en serviront encore, derrière il y a toujours la défense du capital. Ceci-dit, c'est la première fois qu'ils vont aussi loin... (peut-être justement parce qu'ils sentent – naïvement ? – qu'ils peuvent y aller).

Depuis la crise on a pu voir que rien n'a changé. Au contraire toutes les politiques mises en œuvre jusqu'à maintenant se font au service du capital (sauvetages bancaires européens, TSCG, PTCI, etc.).

### **Il n'y a aucun débat.**

Les négociations portant sur cet accord sont d'ailleurs principalement critiquées pour cet aspect : l'opacité totale du processus. Il n'y a aucune transparence, la société n'a pas accès aux textes de négociations mais bien les centaines de lobbyistes qui sont autour de la table.

Un document de la Commission a encore fuité ces jours-ci et il confirme la position de celle-ci en faveur d'un instrument d'arbitrage des différends en faveur des multinationales. Elle a d'ailleurs multiplié les consultations auprès des transnationales européennes. Ainsi, parmi les 130 rendez-vous pris par la Commission pour discuter avec les parties-prenantes de l'accord, 119 concernaient des transnationales ou des lobbys industriels de premier plan.

**Nous devons nous battre tous ensemble contre cette logique/évolution**, chacun dans son coin ça ne marchera pas. L'austérité et le pouvoir aux multinationales n'est pas notre projet de société.

Rq: En 1998 une mobilisation citoyenne internationale avait réussi à mettre en échec l'Accord multilatéral pour l'investissement (AMI). L'Accord commercial anti-contrefaçon (ACTA) a lui aussi été refusé en juillet 2012 suite à une large mobilisation des citoyens européens.

Campagne no-transat.be